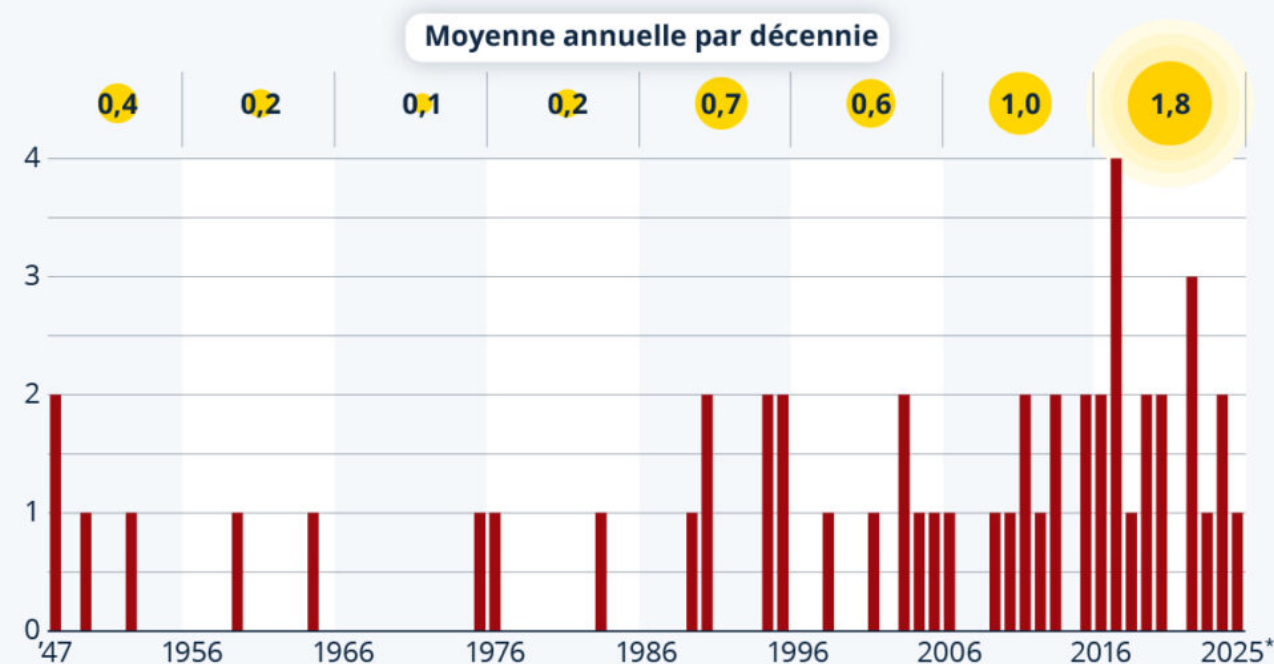


Écrit par le 23 mai 2026

Les canicules sont beaucoup plus fréquentes au XXIe siècle

Les canicules sont beaucoup plus fréquentes au XXIe siècle

Nombre annuel de vagues de chaleur recensées à l'échelle nationale par Météo-France depuis 1947



En France métropolitaine ; vague de chaleur : épisode ≥ 3 jours consécutifs où les températures sont nettement plus élevées que les normales (total 1947-2025 = 50)

* En date du 24 juin 2025

Source : Météo-France



statista

Ecrit par le 23 mai 2026

La France connaît depuis jeudi 19 juin sa première vague de chaleur de l'été. Il s'agit de la cinquantième vague de chaleur (période d'au moins trois jours consécutifs où les températures sont nettement plus élevées que les normales) recensée à l'échelle nationale par Météo-France depuis 1947. Si elle ne devrait pas être record, elle s'avère « remarquable par son intensité » et « précoce », puisque seules trois autres ont débuté plus tôt dans l'année depuis le début des relevés, selon Météo-France.

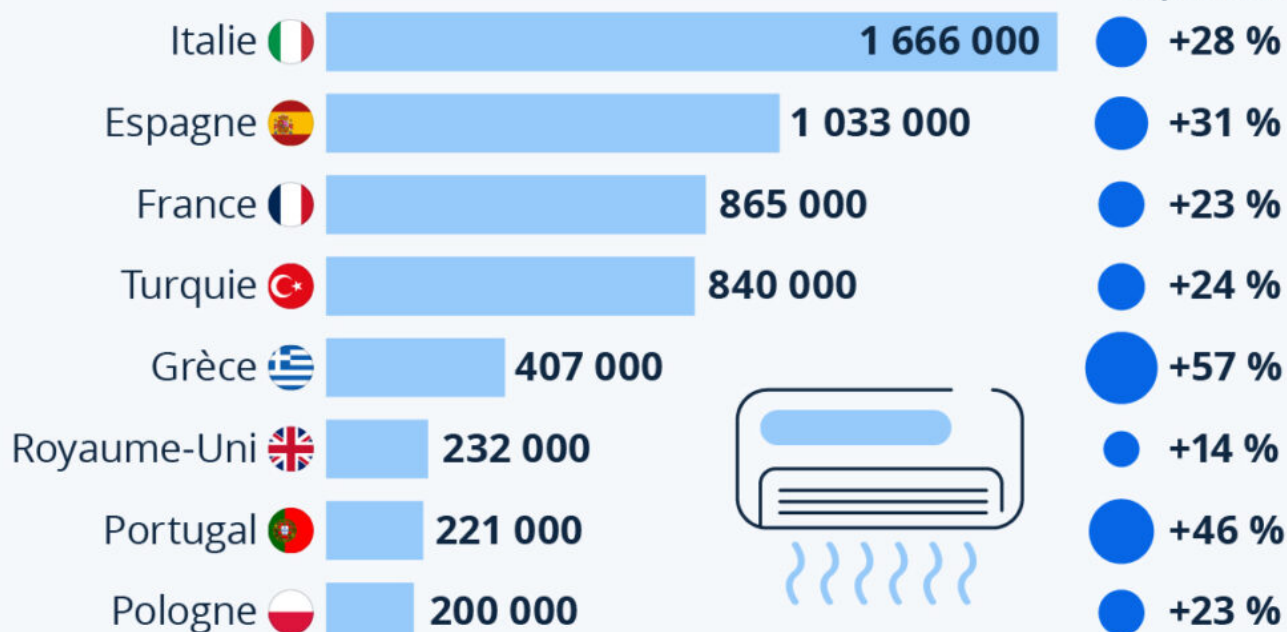
Comme le montrent les données du service météorologique français présentées dans notre infographie, ces épisodes caniculaires sont également de plus en plus fréquents. Ainsi, Météo-France en a dénombré 26 au cours des quinze dernières années (2010 à juin 2025), soit plus que lors des six décennies ayant précédé (24 de 1947 à 2009). Des années 1950 aux années 1970, on recensait en moyenne une vague de chaleur nationale tous les quatre ans, tandis qu'au cours de la décennie écoulée cette moyenne a grimpé à environ deux par an. Le record sur une année a été mesuré en 2017, avec quatre vagues de chaleur enregistrées à l'échelle nationale. La canicule la plus intense jamais recensée en France métropolitaine a quant à elle eu lieu en juin 2019, avec un [record absolu de température](#) de 46,0 °C enregistré à Vérargues, dans l'Hérault.

Ecrit par le 23 mai 2026

La climatisation gagne du terrain en Europe

Demande de climatiseurs dans les principaux marchés européens en 2023 et tendance sur quatre ans

Évolution de la demande depuis 2019



Données arrondies au millier près

Source : Japan Refrigeration and Air-Conditioning Industry Association (JRAIA)



statista

La demande de climatiseurs est en forte hausse en Europe

La demande de climatisation est en forte hausse en Europe, portée par le changement climatique et la [multiplication des vagues de chaleur](#). Dans un rapport publié récemment, l'OMS indique que l'Europe se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale, avec des conséquences importantes sur la santé publique. L'organisation a rapporté une augmentation de 30 % des décès liés à la chaleur dans la région

Ecrit par le 23 mai 2026

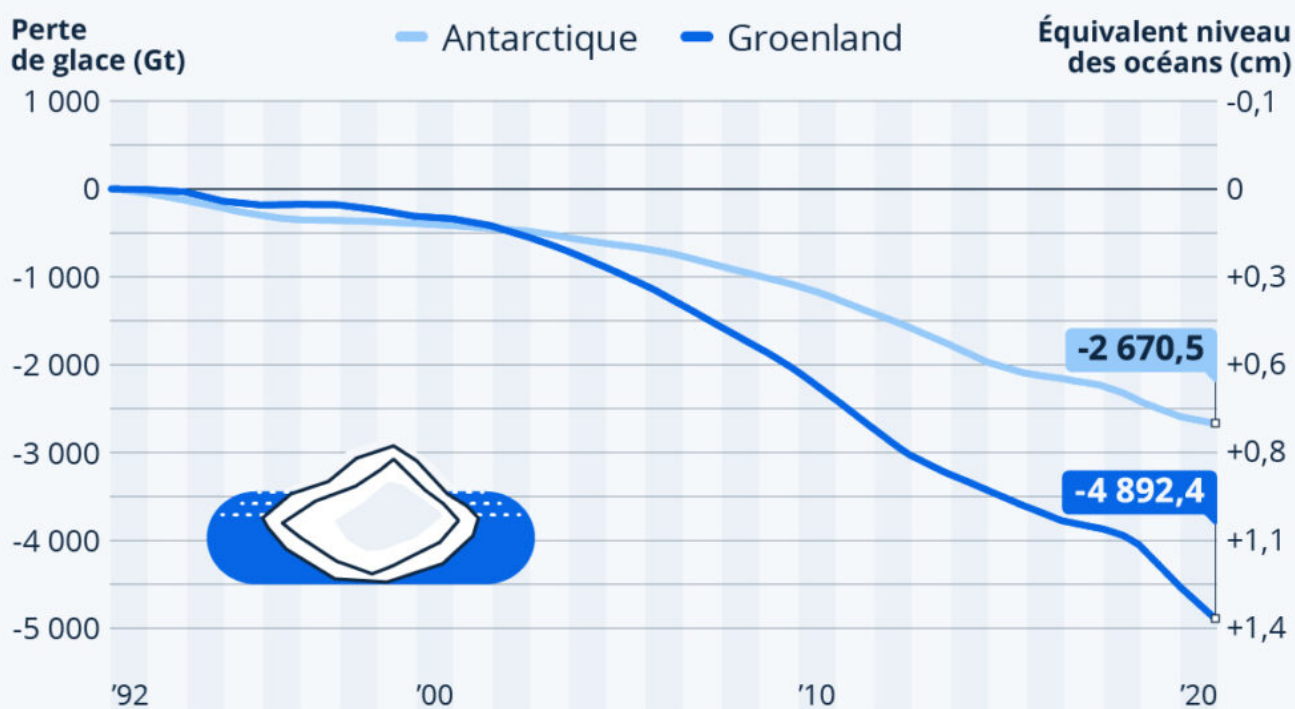
européenne au cours des vingt dernières années. La chaleur intense est un phénomène climatique qui affecte particulièrement les personnes âgées, notamment celles qui vivent seules, un problème auquel est particulièrement confronté l'Europe avec le vieillissement de sa population.

Comme le détaille notre infographie, en 2023, l'Italie et l'Espagne étaient les deux pays où la demande de climatiseurs était la plus forte en Europe, selon les [données](#) de la Japan Refrigeration and Air-Conditioning Industry Association (JRAIA). La demande s'est élevée à près de 1,7 million d'unités en Italie cette année-là, et à un peu plus d'un million d'appareils en Espagne. On trouvait ensuite la France et la Turquie, avec une demande comprise entre 800 000 et 900 000 unités, puis la Grèce : un peu plus de 400 000. Parmi les huit principaux marchés européens en volume, les pays où la demande avait le plus augmenté au cours des quatre dernières années étudiées étaient la Grèce (+56% entre 2019 et 2023), le Portugal (+47%), l'Espagne (+31%) et l'Italie (+28%).

Ecrit par le 23 mai 2026

La fonte des calottes glaciaires s'est accentuée depuis 2000

Variation cumulée de la masse des glaciers continentaux polaires mesurée par rapport à l'année de référence 1992



Données basées sur les observations satellitaires de l'ESA et de la NASA

Source : IMBIE



statista

La fonte des calottes glaciaires s'est accentuée depuis 2000

En analysant une carotte de glace extraite au nord-ouest du Groenland, des chercheurs ont récemment fait une découverte (publiée en 2021 dans la revue [PNAS](#)) qui a bousculé les connaissances sur les conditions de [glaciation de la région arctique](#). Cet échantillon de glace, prélevé sur une profondeur de 1400 mètres, a révélé la présence de brindilles et des feuilles parfaitement conservées, suggérant que

Ecrit par le 23 mai 2026

l'immense île arctique s'est retrouvée en grande partie libre de glace pendant quelques millénaires il y a un peu plus de 400 000 ans, sous un climat à peine plus chaud que celui d'aujourd'hui. Il s'agit d'une indication importante pour les scientifiques qui travaillent sur les effets des variations climatiques, ces récents travaux apportant une preuve que le Groenland est en réalité plus sensible au [réchauffement](#) que ce que l'on pensait et que le processus en cours de fonte glaciaire pourrait y être irrémédiable.

D'une superficie de plus de 1,7 millions de km², la calotte glaciaire qui recouvre le Groenland est la deuxième plus grande masse de glace continentale sur Terre après celle de l'[Antarctique](#) (plus de 14 millions de km²). Comme le révèlent les [données](#) les plus récentes publiées par le projet IMBIE (basées sur les observations satellitaires de l'ESA et la NASA) présentées dans notre infographie, la fonte des deux grands glaciers continentaux s'est nettement accélérée à partir du début du XXIème siècle, et c'est le Groenland qui fond le plus vite.

De 1992 à 2002, l'[île arctique](#) a perdu l'équivalent d'environ 500 gigatonnes (Gt) de glace, soit une perte moyenne de 50 Gt par an. Mais ce volume apparaît bien dérisoire en comparaison avec les années suivantes : de 2002 à 2020, le Groenland a en effet vu disparaître environ 4300 Gt de glace supplémentaires, soit une perte moyenne plus de 200 Gt par an. D'après les estimations, la fonte de l'île sur la période 1992-2020 a déjà causé à elle seule une [hausse des océans](#) de plus d'un centimètre (environ +1,4 cm). Entièrement libre de glace, le Groenland pourrait faire monter le niveau des mers jusqu'à 7 mètres au total. Du côté de l'Antarctique, la perte cumulée est pour le moment moins élevée, soit environ 2700 Gt de 1992 à 2020 (correspondant à une hausse des océans de +0,7 cm). Mais une accélération de la fonte glaciaire au cours des deux dernières décennies, bien que moins rapide qu'au Groenland, y est également bien visible.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Chauffage et écologie : plus de 8 Français sur 10 sont prêts à changer leurs habitudes

Ecrit par le 23 mai 2026



À l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement qui a eu lieu le 5 juin, [Rothelec](#), spécialiste du chauffage électrique économique et inventeur du radiateur à inertie, a interrogé quelque 2 000 personnes afin d'établir si une prise de conscience croissante des enjeux environnementaux liés au chauffage opère au sein des foyers. Entre considérations économiques et adoption de solutions plus écologiques, quelles sont les orientations et les choix de chauffage des Français ?

Malgré l'urgence climatique, la grande majorité des Français (55 %) considère les économies de chauffage principalement comme une nécessité financière. Cependant, l'écologie arrive à la deuxième place avec une représentativité de 24 %. Ainsi, l'engagement militant pour la planète commence à devenir un acte de plus en plus important et reflète une prise de conscience croissante des enjeux environnementaux liés à la consommation énergétique.

Ecrit par le 23 mai 2026

Selon vous, faire des économies sur le chauffage est avant tout :

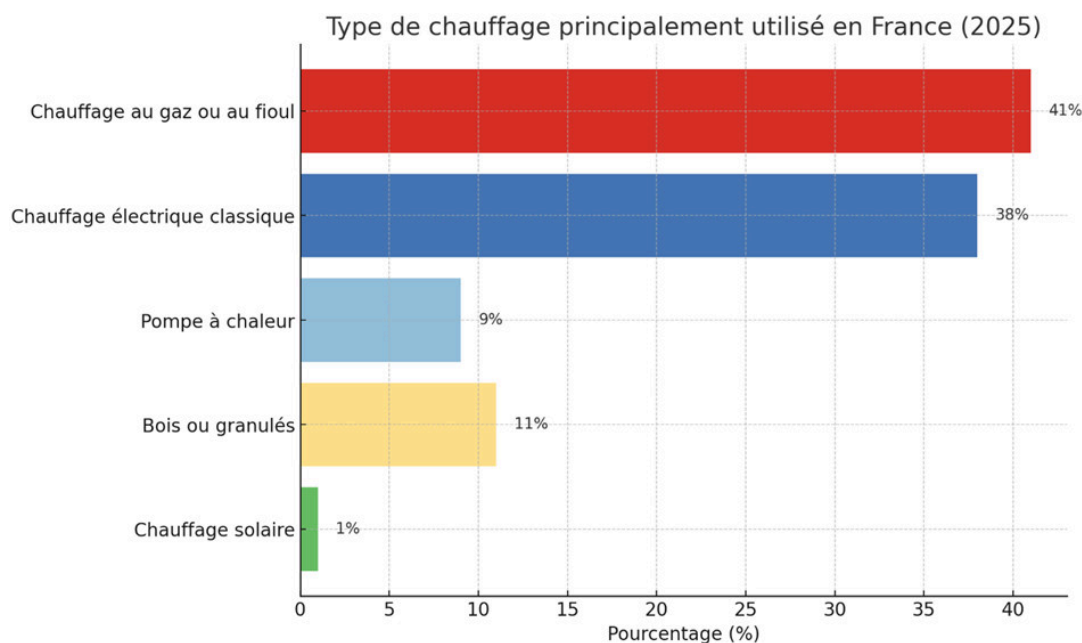
Réponses	Pourcentages
Un geste pour alléger sa facture	55 %
Un acte militant pour la planète	24 %
Une nécessité imposée par le contexte économique	18 %
Autre	3 %

©Rothelec

Etat de lieux des systèmes de chauffage en 2025

Même si l'utilisation d'une combustion fossile pour se chauffer reste encore majoritaire, le gaz et le fioul chutent à 41 % contre 45,4 % en 2020 (Enquête Logement SDES), signe d'un recul progressif.

Le chauffage électrique progresse et arrive à la deuxième place avec plus de 38 % (contre 37,2 % en 2020). De leur côté, les pompes à chaleur grimpent à 9 % (vs 5,1 %), soutenues par les aides publiques. Le bois et les granulés gagnent du terrain (11 % vs 10,5 %), quand le solaire stagne autour de 1 %. Toutes ces tendances confirment une mutation vers des modes de chauffage plus écologiques et renouvelables.



©Rothelec

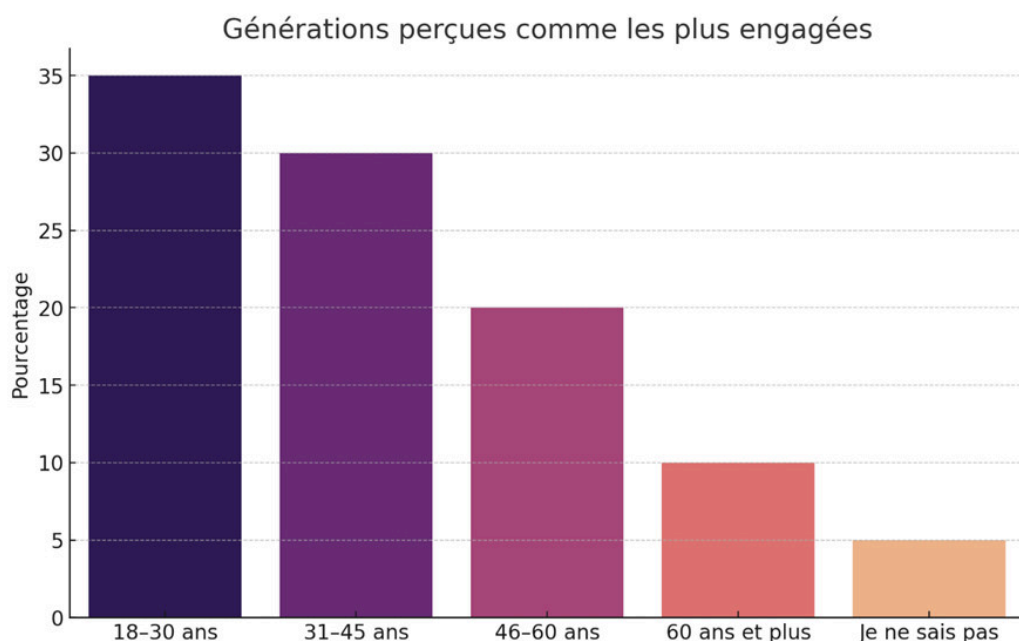
Écrit par le 23 mai 2026

Prêts pour changer ?

Bonne nouvelle pour la planète : 44 % des Français sont prêts à modifier leur façon de chauffer leur logement pour des raisons écologiques ! 22 % l'ont déjà fait et 20 % prévoient de le faire dans les mois à venir. Encore un facteur qui montre une réelle volonté de choisir des modes de chauffage durables.

Une nouvelle génération plus engagée

À la question « À votre avis, quelle génération est la plus engagée dans la réduction de sa consommation de chauffage ? », plus de 35 % répondent sans hésiter les 18-30 ans. Les jeunes générations sont donc perçues comme les plus engagées dans la réduction de la consommation énergétique, bien plus que les 31-45 ans (30 %), les 46-60 ans (20 %) ou les plus de 60 ans (10 %). Une évolution des mentalités susceptible d'influencer positivement les tendances futures en matière de choix de systèmes de chauffage.

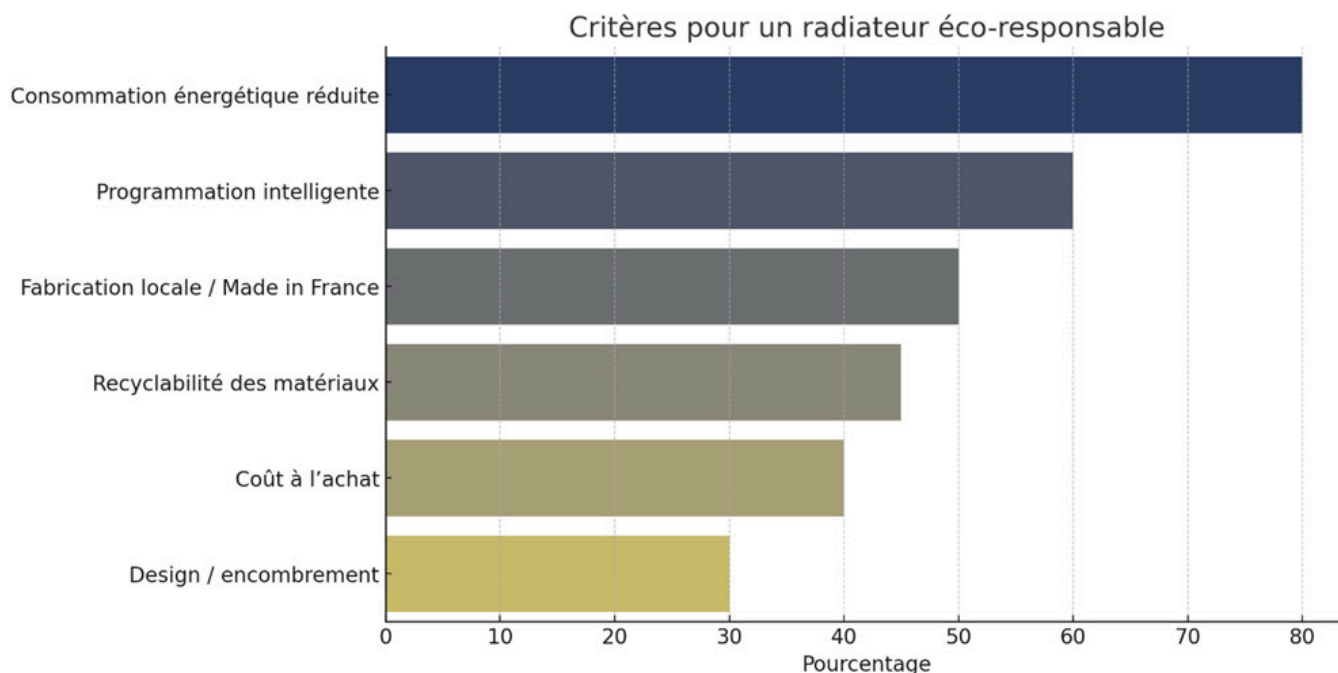


©Rothelec

Radiateur éco-responsable : les Français privilégient l'efficacité avant tout

Pour 80 % des Français, c'est la consommation énergétique réduite qui est le critère numéro un dans le choix d'un radiateur éco-responsable. Viennent ensuite la programmation intelligente (60 %) et le Made in France (50 %). Deux notions qui montrent un intérêt profond pour l'autonomie technologique mais également la production locale. La recyclabilité (45 %) devance le prix à l'achat (40 %), autre signe que la conscience écologique pèse désormais autant que le coût. Le design n'est jugé prioritaire que par 30 %.

Ecrit par le 23 mai 2026



©Rothelec

Les Français prêts à payer plus pour un Made in France écologique

Halte aux clichés ! Près de 80 % des Français se disent prêts à investir davantage dans un équipement de chauffage s'il est à la fois Made in France et respectueux de l'environnement. Dans le détail, 35 % le feraient sans hésiter et 45 % dans une certaine limite de prix. Seuls 15 % placent encore le prix comme critère principal. Le prix n'est donc plus considéré comme un sacrifice mais plutôt comme un investissement fondé sur des considérations éthiques et environnementales.

Mieux chauffer : le déclic écologique est là !

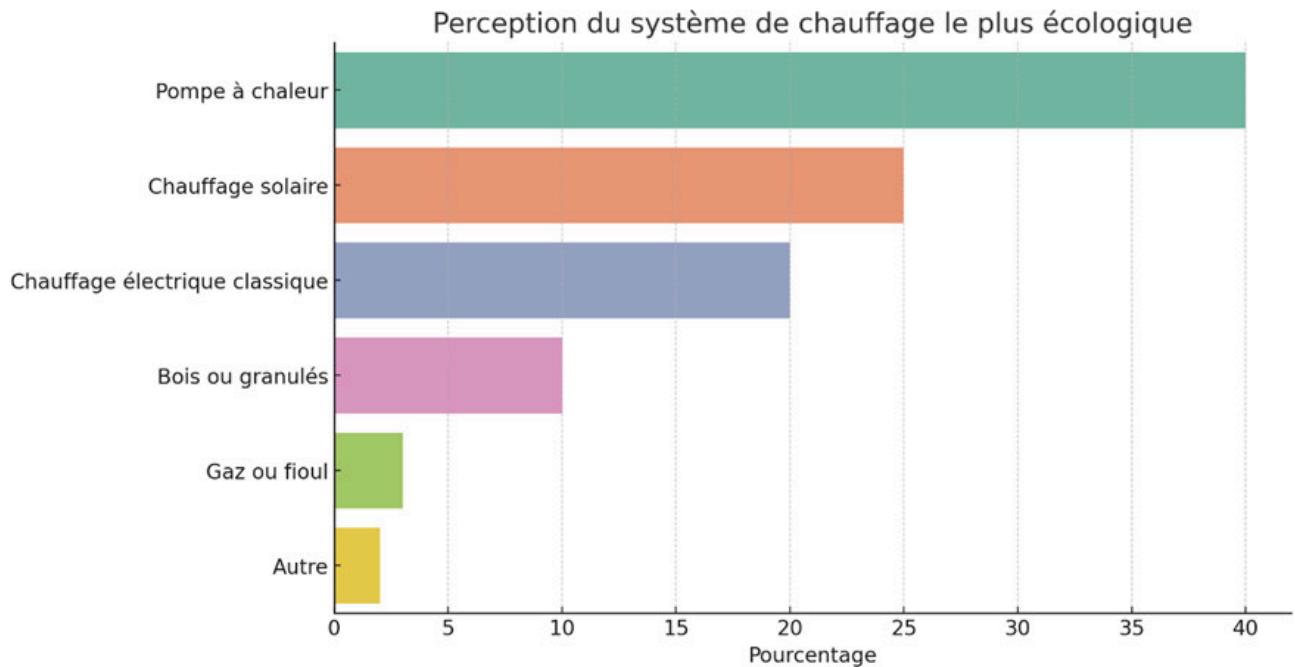
83 % des Français déclarent être prêts à adapter leurs habitudes de consommation énergétique au nom de l'écologie. Plus de 39 % sont même prêts à le faire sans réserve et 44 % sous certaines conditions. Seuls 17 % restent réfractaires et affirment ne pas vouloir changer. La conscience environnementale semble être de plus en plus ancrée dans les choix des foyers, même si une part de la population reste prudente face aux contraintes du quotidien.

Quel système de chauffage est le plus écologique ?

Pour 40 % des Français, la pompe à chaleur est perçue comme le système de chauffage le plus respectueux de l'environnement, suivi du solaire (25 %) et de l'électrique (20 %). Cette perception est globalement cohérente avec les données de l'ADEME, qui confirme la faible empreinte carbone de ces solutions. Un fait renforcé en France où l'électricité est majoritairement décarbonée. Le bois (10 %), bien que neutre en CO₂, reste légèrement en retrait à cause des émissions de particules fines. Le gaz et le

Ecrit par le 23 mai 2026

fioul ferment logiquement la marche avec seulement 3 %, en raison de leur fort impact climatique.



©Rothelec

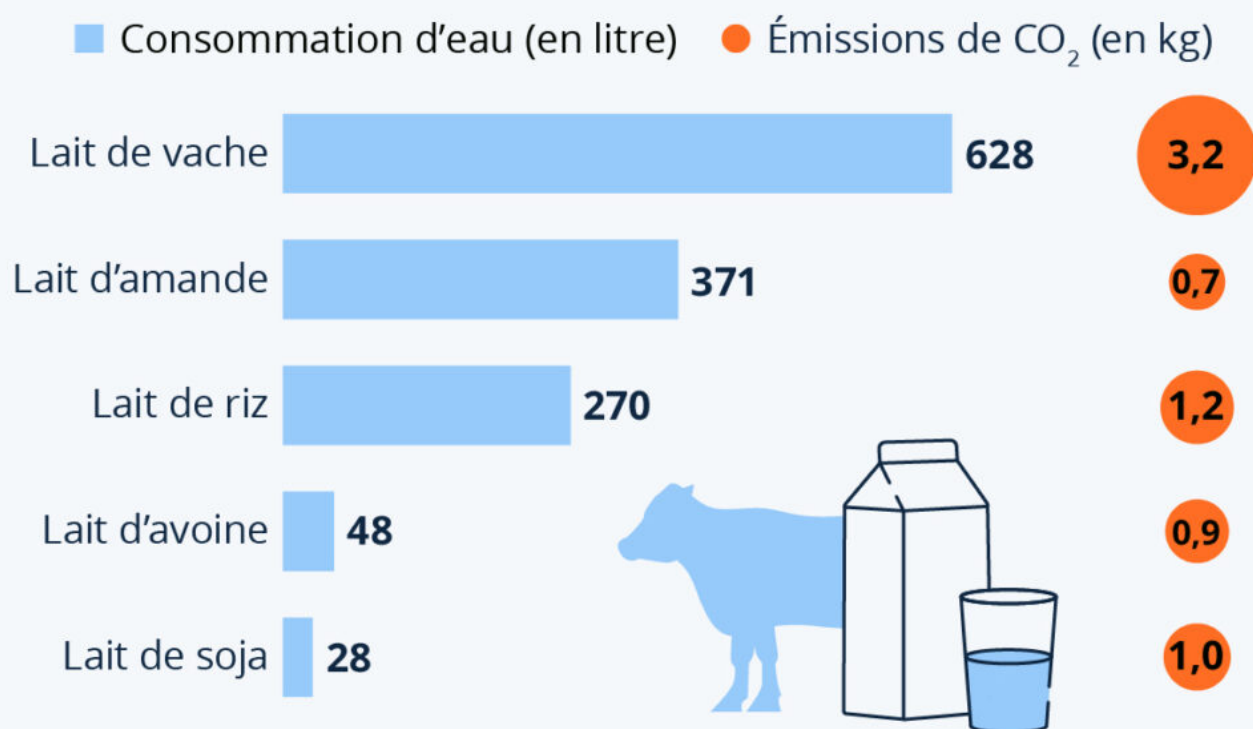
Enquête réalisée par Rothelec

Quel est le lait le plus écologique ?

Écrit par le 23 mai 2026

Quel est le lait le plus écologique ?

Impact environnemental de la production d'un litre des laits suivants



Source : Science via The New York Times



statista

L'impact environnemental de notre production alimentaire est multiple. Consommation d'eau, exploitation des terres, émissions de CO₂, ... les aliments que nous consommons ont une empreinte écologique, qui peut varier de façon importante. C'est par exemple très évident dans le cas du lait et de ses alternatives végétales.

Ecrit par le 23 mai 2026

Comme le montre notre infographie, basée sur des [données](#) du magazine Science compilées par le New York Times, 628 litres d'eau sont nécessaires à la production d'un litre de lait de vache. Même le lait végétal le plus gourmand en eau, le lait d'amande, n'atteint que 60 % de ce niveau de consommation, alors que le lait de soja et le lait d'avoine ne nécessitent qu'une fraction de l'eau utilisée pour la production du lait de vache.

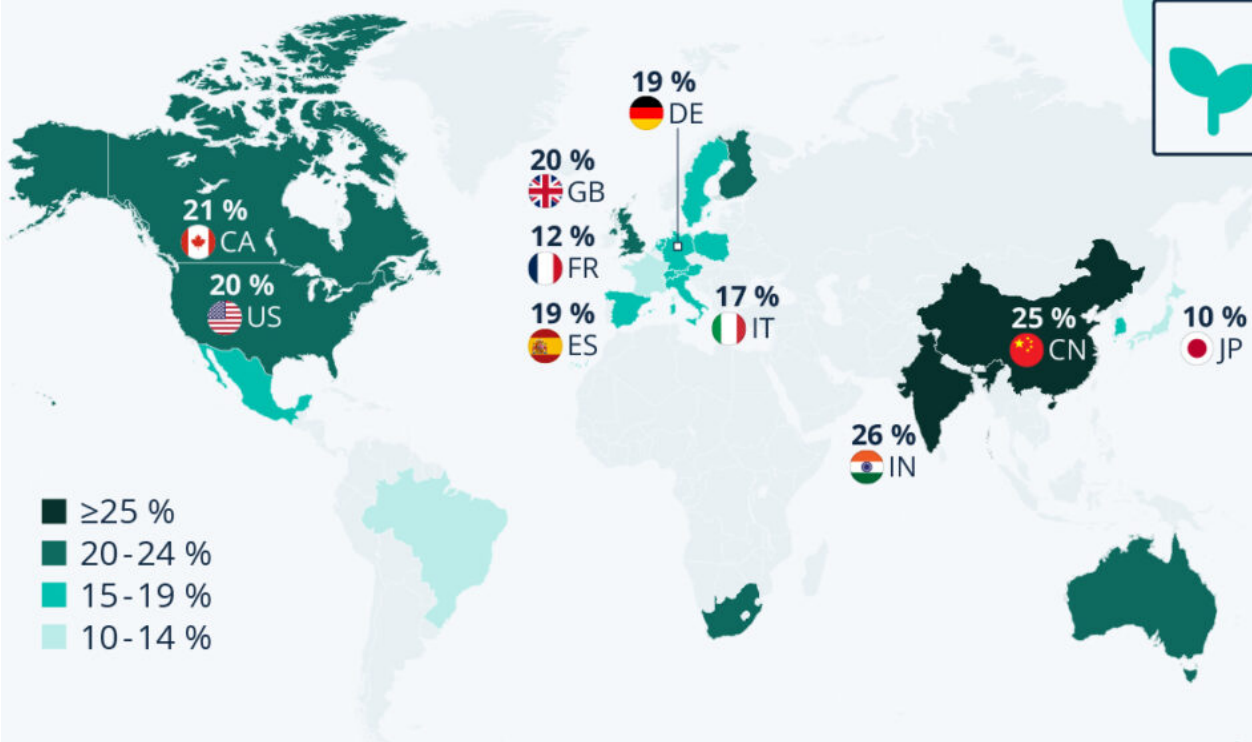
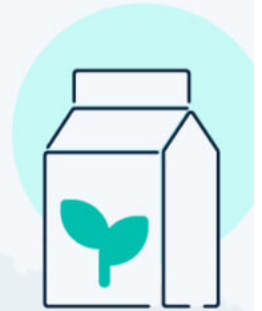
Le lait de vache est également mauvais élève pour ce qui est des émissions de CO₂, puisque la production d'un litre de lait de vache entraîne l'émission d'environ 3,2 kg d'équivalent CO₂. Par comparaison, le lait de riz cause moins de 40 % des émissions de CO₂ générées par le lait de vache.

Il existe toutefois - outre le type de lait - un autre facteur non négligeable dans le détermination de l'impact environnemental : le type de production. Une [étude](#) de l'université de Cambridge a par exemple montré que l'on pouvait réduire significativement l'empreinte carbone du [lait de vache](#) en passant à un élevage durable basé sur le pâturage.

Ecrit par le 23 mai 2026

Dans quels pays consomme-t-on le plus de laits végétaux ?

Part des répondants consommant régulièrement du lait végétal dans une sélection de pays



Base : 1 000-10 000 adultes (18-64 ans) interrogés en ligne entre avril 2024 et mars 2025.

Source : Statista Consumer Insights



statista

Laits végétaux : où en consomme-t-on le plus et le moins ?

De plus en plus de personnes dans le monde renoncent aux produits laitiers, en partie à cause de leur [importante empreinte environnementale](#), et l'offre croissante de produits de substitution permet aux consommateurs de passer facilement des produits d'origine animale aux produits d'origine végétale. Si la part des [buveurs de lait](#) dans le monde est encore nettement plus élevée, la population qui consomme

Ecrit par le 23 mai 2026

régulièrement du lait végétal comme le lait de soja ou d'avoine est néanmoins considérable, surtout en Asie et dans les pays arabes.

Selon les données récoltées par Statista dans le cadre des Consumer Insights, l'Inde et la Chine sont les pionniers dans ce domaine : 26 % des personnes interrogées en Inde, et un quart des personnes interrogées en Chine, déclaraient en effet consommer régulièrement du lait végétal.

En France, seuls 12 % des répondants à l'enquête consommaient régulièrement des substituts aux laits d'origine animale. Ils étaient 21 % au Canada, 20 % aux États-Unis, 19 % en Allemagne et en Espagne et 17 % en Italie. Des pays inclus dans l'enquête, seul le Japon présentait une part de consommateurs de lait végétal plus faible que la France, puisque seulement 10 % des personnes interrogées dans le pays disaient en consommer régulièrement.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Microplastiques, une pollution invisible de grande ampleur

Ecrit par le 23 mai 2026

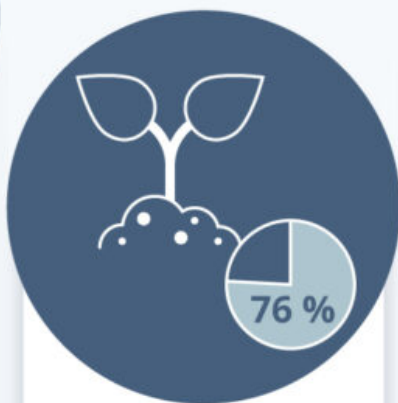
Microplastiques, une pollution invisible de grande ampleur

Concentrations moyennes de particules de microplastique trouvées dans l'environnement et le corps humain



Rivières*

3 particules par mètre cube d'eau, soit un débit de **900 à 3 000 par seconde** pour la Seine et le Rhône par exemple



Sols**

76 % des sols français sont contaminés, avec en moyenne **15 particules par kilo** de sol sec



Corps humain (cerveau)***

5 mg de plastique par gramme de tissu cérébral, soit l'équivalent d'une **cuillère à café (7g)** par cerveau

* Basé sur 2 700 échantillons prélevés dans 9 fleuves européens en 2019.

** Sur la base de 33 échantillons prélevés entre 2020 et 2022 en France (grandes cultures, prairies, vignes, vergers, forêts).

*** Basé sur l'analyse des cerveaux de plusieurs dizaines de patients américains décédés en 2024.

Sources : Mission Tara Microplastics, MICROSOFT (INRAE, IRDL), Nature Medicine



statista

Ecrit par le 23 mai 2026

La Journée mondiale de l'environnement est célébrée tous les 5 juin par les Nations unies pour encourager l'action internationale en faveur de la protection de l'environnement. Cette année, la thématique de l'événement porte sur la lutte contre la pollution plastique. Les microplastiques, définis comme des particules de plastique mesurant moins de 5 millimètres de diamètre, s'infiltrent et s'accumulent à un rythme alarmant dans notre environnement depuis déjà plusieurs décennies. Plusieurs études scientifiques publiées cette année viennent confirmer l'ampleur de la pollution plastique, qui touche aussi bien les cours d'eau et les sols, que le corps humain.

La mission « Tara Microplastiques » a coordonné en 2019 une campagne de grande envergure sur neuf grands fleuves européens (dont la Garonne, la Loire, le Rhône, le Rhin et la Seine), prélevant et analysant quelque 2 700 échantillons d'eau. Les résultats de cette étude, publiés en début d'année dans la revue « [Environmental Science and Pollution Research](#) », révèlent un niveau de pollution conséquent, soit en moyenne trois particules de microplastique par mètre cube d'eau dans les fleuves étudiés. En prenant en compte le débit des cours d'eau, cela équivaut à un total de 3 000 particules plastiques charriées par seconde dans le Rhône (vers Valence), et autour de 900 particules par seconde dans la Seine.

Les sols français sont également largement contaminés par les microplastiques, comme le dévoilent les données du projet MICROSOF, publiées en avril 2025 par l'Agence de la transition écologique ([ADEME](#)). Environ les trois quarts (76 %) des sols issus de diverses zones - forêts, prairies, grandes cultures, vignes, vergers - analysés entre 2020 et 2022 présentent des traces de microplastiques. Ces particules, provenant notamment des fertilisants, ont été trouvées en moyenne à hauteur de 15 particules par kilogramme de sol sec.

Enfin, le corps humain n'est malheureusement pas épargné. Une étude publiée dans la revue [Nature Medicine](#) en mars 2025 révèle que les microplastiques et les nanoplastiques (dont la taille est inférieure à un millième de millimètre) s'accumulent dans le cerveau humain à des niveaux « alarmants », bien plus importants que les niveaux d'accumulation déjà mesurés dans le foie et les reins. Des chercheurs ont examiné les cerveaux de plusieurs dizaines de patients décédés en 2024 et y ont trouvé en moyenne cinq milligrammes de plastique par gramme de tissus. Cela revient à sept grammes de plastique dans un cerveau d'un poids moyen de 1,3 kg (0,5 % de sa masse totale). En outre, ces concentrations sont significativement plus élevées que celles mesurées dans des échantillons de tissus cérébraux prélevés en 2016. Les cerveaux des individus atteints de démence présentent également des concentrations significativement plus importantes que ceux des individus sains.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Ecrit par le 23 mai 2026

Arbre : 'C'est la classe' à Aramon



La commune d'Aramon vient de lancer l'opération '1 arbre, 1 classe'. Cette initiative environnementale et éducative prévoit la plantation de 32 arbres sur différentes parcelles de la ville, Objectif : renforcer le patrimoine arboré local et contribuer à la lutte contre le changement climatique.

« L'originalité de cette démarche réside dans l'implication directe des élèves des écoles d'Aramon, explique la commune gardoise. Chaque classe participera à la plantation et assurera le suivi de 'son' arbre, offrant ainsi une expérience d'apprentissage concrète et engageante sur la biodiversité et la nécessité de préserver notre environnement. Ce projet vise à sensibiliser les jeunes générations aux enjeux environnementaux et à les responsabiliser en tant qu'acteurs d'un avenir plus durable. Chaque arbre planté deviendra un véritable outil pédagogique vivant. »

Les premières plantations se sont déroulées au centre de loisirs avec les élèves des écoles maternelles, à l'espace Comar (élèves de l'école Palunds) et l'espace Eugène Lacroix (école Rabelais). Chaque classe

Ecrit par le 23 mai 2026

s'est vue attribuée une plaque personnalisée (voir visuel en exemple ci-dessous) qui sera installée au pied de son arbre, « symbolisant leur engagement et leur contribution au verdissement de la commune ».

L.G.

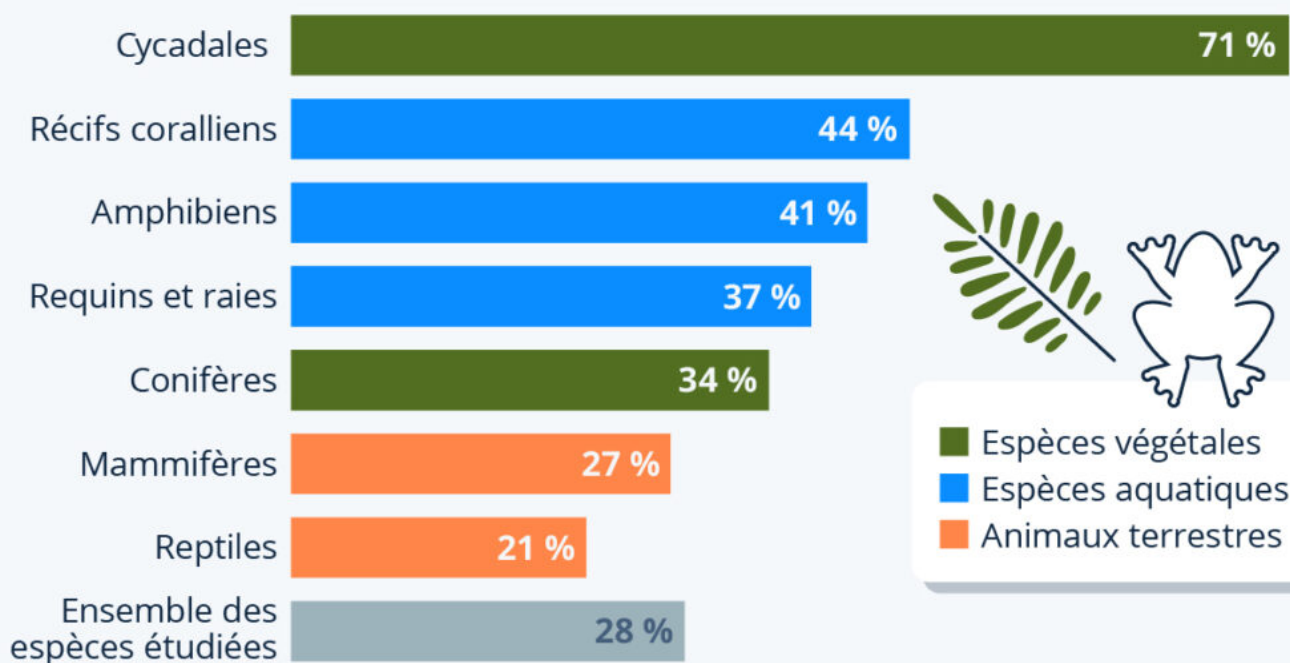


Biodiversité : plus d'un quart des espèces sont menacées d'extinction

Écrit par le 23 mai 2026

Plus d'un quart des espèces sont menacées d'extinction

Part d'espèces animales/végétales menacées d'extinction dans le monde en 2025, par classe ou famille d'organismes



Sur les 169 420 espèces étudiées dans la Liste rouge mondiale de l'UICN en 2025, plus de 47 000 sont classées menacées.

Source : Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)



statista

Extension des terres agricoles au détriment des [forêts](#), [urbanisation galopante](#), pollution, dégradation des milieux marins par la pollution et la surpêche, réchauffement climatique. Les pressions exercées par les activités humaines sur la nature sont nombreuses et menacent l'existence de milliers d'espèces végétales et animales. Notre graphique donne un aperçu du niveau de menace par classe ou famille d'espèces, telles que recensées dans la [Liste rouge](#) de l'Union internationale pour la conservation de la nature

Ecrit par le 23 mai 2026

(UICN). Lancé en 1964, cet inventaire représente une source complète d'informations sur l'état de conservation des espèces vivantes et constitue un indicateur privilégié de suivi de l'état de la biodiversité mondiale.

Selon la dernière actualisation de cette liste, la [biodiversité de la planète](#) poursuit son déclin. Sur les 169 420 espèces répertoriées en début d'année, plus de 47 000 pourraient disparaître de la surface de la Terre dans un avenir proche, soit 28 % du total des espèces étudiées. Les cycadales - des plantes visuellement proches des palmiers et des fougères - sont le groupe le plus menacé, avec 71 % d'espèces en voie d'extinction. Comme le met en avant notre infographie, la dégradation de la biodiversité est aussi particulièrement importante au niveau des écosystèmes aquatiques. Le taux d'espèces menacées atteint ainsi 37 % chez les requins et raies, 41 % chez les amphibiens et 44 % chez les récifs coralliens.

De Valentine Fourreau pour [Statista](#)

Konstantinos Chalikakis : « Une goutte d'eau n'a pas de frontières »

Ecrit par le 23 mai 2026



Entretien avec l'hydrogéologue [Konstantinos Chalikakis](#), porteur de GeEAUde, la chaire partenariale [d'Avignon Université](#) lancée [il y a tout juste un an](#). Avec cet outil unique en France, réunissant le monde scientifique et les acteurs socio-économiques de l'eau, l'enseignant-chercheur entend favoriser une meilleure connaissance de cette ressource aussi fragile qu'invisible.

Quel état des lieux peut-on dresser sur la ressource en eau aujourd'hui en France ?

« Actuellement, et d'après les chiffres officiels, 18 millions de mètres cubes d'eau sont extraits chaque jour afin de répondre à nos besoins quotidiens en eau potable. Cette eau provient de plus de 33 000 captages répartis sur l'ensemble du pays. Deux tiers de ces prélèvements proviennent des eaux souterraines et un tiers a pour origine de l'eau de surface. 18 millions de mètres cubes par jour, c'est énorme ! »

Et en Vaucluse ?

« Dans le département, la part des eaux souterraines dans notre eau potable est particulièrement importante puisqu'elle s'élève à 96%. Dans l'ensemble, le Vaucluse bénéficie d'une bonne dotation en ressources en eau. L'aquifère karstique de Fontaine-de-Vaucluse, classé depuis l'été dernier parmi les 200 sites géologiques d'exception à l'échelle mondiale (voir encadré), en est un exemple remarquable. Ce bassin d'alimentation exceptionnel, couvrant environ 1 160 km², se distingue aussi par les débits de la source de Fontaine-de-Vaucluse particulièrement élevés. Il y a aussi le grand bassin sédimentaire profond

Ecrit par le 23 mai 2026

du Miocène du Comtat Venaissin qui s'étend depuis le sud de Carpentras jusqu'à Valréas. Ce sont des eaux souterraines de très bonne qualité qui ont un 'âge', c'est-à-dire un temps de séjour dans le milieu souterrain, de 10 000 ans en moyenne, mais on peut remonter à 40 000 ans à certains endroits. Et, bien sûr, les aquifères alluviaux du Rhône et de la Durance qui alimentent Avignon et une bonne partie des communes du département... On ne se rend pas forcément compte à quel point le Vaucluse est bien doté. Pour autant, ce n'est pas parce qu'il y a des ressources qu'il ne faut pas faire attention. »

« La pérennité d'une ressource, c'est sa capacité à se renouveler de façon naturelle. »

C'est-à-dire ?

« On parle souvent de quantité sans parler de la qualité et vice versa. Mais il faut toujours associer ces deux aspects. C'est le problème de la différence entre la pérennité et la gestion durable. La pérennité d'une ressource, c'est sa capacité à se renouveler de façon naturelle. La gestion durable, c'est comment on exploite cette ressource pour arriver à répondre à nos besoins actuels sans mettre en péril les besoins des prochaines générations. Aujourd'hui, il y a 18 millions de m³ d'eau qui sont prélevés chaque jour en France. La question est de savoir si dans le même temps, il y a aussi 18 millions de m³ qui entrent dans nos hydro-systèmes. Et quelle est la qualité de ces eaux entrantes. Et, là, on ne parle que d'eau potable, il faut aussi ajouter les autres usages comme les besoins agricoles en irrigation par exemple. »

« Produire du savoir pour qu'il reste dans nos placards cela n'a pas d'intérêt. »

Est-ce pour mieux comprendre la complexité de ces interactions que GeEAUde, la 4e chaire universitaire partenariale d'Avignon Université, a vu le jour en juin dernier sur le site d'Agroparc ?

« Il s'agit d'un outil unique en France consacré aux eaux souterraines regroupant le monde universitaire et les partenaires socio-économiques : l'équipe d'hydrogéologues de l'Université d'Avignon, l'Inrae, l'IFPEN, le DPT 84 et la Région, ainsi que les gestionnaires territoriaux comme les syndicats mixtes, les collectivités, les industriels de l'eau, les parcs naturels... Bref un rassemblement de tous les acteurs, des gens dont l'eau fait partie du quotidien. Le principe de la GeEAUde, c'est de produire et partager de la connaissance sur l'eau souterraine. Car produire du savoir pour qu'il reste dans nos placards cela n'a pas d'intérêt. Il s'agit donc de créer de vrais échanges autour de nos savoir-faire et nos expériences. Dans cette logique, nous venons de publier une carte mondiale et la base de données associée, ouverte à tous, recensant toutes les sources d'eau douce sous-marines y compris celles non-répertoriées mais dont on peut calculer la probabilité de présence. Avec GeEAUde, nous sommes aussi là pour mieux accompagner le monde politique à prendre les décisions, les plus éclairées que possible, en matière de gestion de l'eau en les aidant dans la compréhension des hydro-systèmes et leur évolution future. »

[GeEAUde : l'Histoire d'eau bien en chaire de l'université d'Avignon](#)

Ecrit par le 23 mai 2026

Vous avez aussi un rôle auprès du grand public ?

« Lors d'opérations comme la fête de la science qui se déroulent sur notre territoire, je pose chaque fois les mêmes questions au grand public : D'où vient l'eau que vous buvez ? D'où vient l'eau du robinet de Vaucluse ? Ils mentionnent systématiquement qu'on boit l'eau du Rhône et de la Durance alors que presque la quasi-totalité de l'eau potable du département provient des eaux souterraines, certes avec des interactions avec le Rhône et la Durance parfois. Cela veut dire que nous, en tant qu'universitaires et plus généralement le monde qui produit de la connaissance, nous nous sommes ratés quelque part. Nous n'avons pas été capables d'expliquer au grand public que l'eau souterraine, c'est un trésor invisible. Mais parce qu'on ne la voit pas, on pense parfois qu'elle n'existe pas. Cette méconnaissance, c'est la raison principale pour laquelle cette ressource est souvent mal gérée. »

Vous avez une vision très ouverte de la science ?

« La science, ce n'est pas réservé qu'aux scientifiques. C'est l'affaire de tout le monde. Expliquer la science au grand public est crucial pour une société plus informée, sensibilisée, participative, responsable et ainsi résiliente face aux défis contemporains. Si on veut que les gens comprennent les sujets, il faut qu'ils participent à l'observation. Si on demandait par exemple à tous les Vauclusiens qui ont un puits ou un forage de nous envoyer régulièrement les niveaux d'eau dans ces captages, tout en expliquant l'intérêt de faire cela, nous aurions une meilleure visibilité de ce qu'il se passe dans nos hydro-systèmes souterrains. Nous, nous sommes là pour développer de la connaissance, tout en ayant l'obligation morale et éthique d'informer le grand public et d'accompagner aux transitions. Au sein de GeEAUde on a déjà démarré et nous allons multiplier les actions en science participative. »

Votre message est-il entendu ?

« Aujourd'hui, les gens perçoivent les effets du changement climatique. Ils voient ce qu'il se passe autour d'eux. Parfois, il y a soudainement trop d'eau comme lors des inondations à Vaison-la-Romaine ou à Aramon. Et puis, il y en a de moins en moins. Le débit du Rhône a ainsi baissé de 15% depuis les années 1970. Globalement, il y a donc moins d'eau et pourtant cela ne nous empêche pas d'avoir des pelouses bien vertes ou de disposer de fontaines municipales sans recyclage. On continue de prendre de l'eau du robinet, c'est-à-dire l'eau potable, pour, par exemple, nettoyer les routes, nos voitures ou encore arroser nos pelouses. »

« C'est comme si nous utilisions une barrique de Châteauneuf-du-Pape de 20 ans d'âge pour faire une casserole de coq au vin et, en outre, le surplus, on le jette. »

Vous êtes en train de me dire qu'une commune peut laver sa chaussée avec une eau potable qui a passé 10 000 ans dans le sous-sol ?

« Oui, c'est exactement ça. On prend un produit d'excellence qui a passé beaucoup d'années dans le milieu souterrain, et qui se renouvelle très lentement, en oubliant toute la valeur que peut avoir cette eau. Dans un territoire de vignoble comme le nôtre, c'est comme si nous utilisions une barrique de Châteauneuf-du-Pape de 20 ans d'âge pour faire une casserole de coq au vin et, en outre, le surplus, on le jette. Si on veut utiliser une autre image : l'eau souterraine c'est comme l'argent dans la banque. Sauf

Ecrit par le 23 mai 2026

que l'on ne sait pas combien on a sur son compte. Pourtant on continue à faire des achats et on dépense sans compter... et on ne sait pas combien on rentre en salaire. Le risque, c'est qu'un jour nous n'ayons plus d'argent. C'est aussi simple que cela. »

Heureusement, toutes les eaux n'ont pas 10 000 ans ?

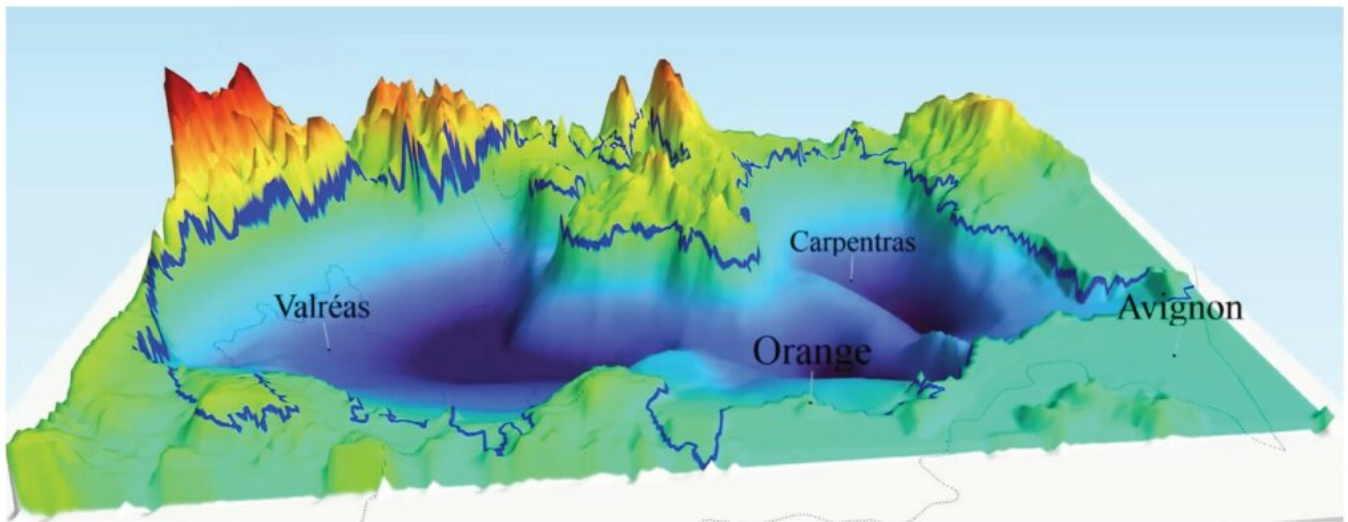
« Non, il y a des eaux qui sont beaucoup plus 'jeunes', c'est-à-dire avec un temps de séjour dans le milieu souterrain relativement court. Le temps de renouvellement de l'eau de la nappe du champ captant de la Barthelasse, par exemple, c'est de l'ordre de quelques semaines, tandis que pour l'aquifère sédimentaire du Miocène de Carpentras c'est plusieurs centaines voire milliers d'années. Cela dépend des territoires car le monde n'est pas juste et équitable, et cela commence par l'eau. On peut avoir ainsi des communes qui sont sur un territoire manquant de ressources en eau souterraine et, juste à côté, un village qui aura la chance de disposer d'une certaine abondance. Cependant, nous constatons que l'eau ne jaillit plus du sous-sol dans certains puits artésiens de notre territoire. Cela signifie que l'eau ne remonte plus sous l'effet de la pression et que le niveau des nappes a déjà commencé à baisser de façon significative par endroit en Vaucluse, à cause de la surexploitation. La pérennité de la ressource n'est donc plus assurée. »

« Combien de temps va-t-on continuer à utiliser 2 à 5 litres d'eau potable pour transporter nos urines ou nos excréments dans nos toilettes ? »

Que faut-il donc faire pour la préserver ?

« Aujourd'hui, en France, le volume d'eau potable extrait et distribué est calculé sur une base de 150 litres par jour et par habitant. Combien d'eau boit-on ? Le reste c'est pour d'autres usages (cuisine, douche, toilettes, fuite, piscine, arrosage...) et encore, on n'intègre pas les usages industriels, économiques, agricoles, agro-alimentaires... C'est absurde. Nous n'aurions jamais dû nous retrouver dans une situation où l'on consomme toute cette eau-là. Il faut donc que nous fassions un effort collectif en ayant des comportements différents. Combien de temps va-t-on continuer à utiliser 2 à 5 litres d'eau potable pour transporter nos urines ou nos excréments dans nos toilettes ? Croit-on réellement que chaque fois que nous actionnons notre chasse d'eau l'équivalent de 5 litres de pluie tombent sur notre territoire pour assurer la pérennité de la ressource ? La réutilisation des eaux, les 'eaux grises', serait déjà une bonne chose. Et, là, on ne parle que de pérennisation de la quantité, pas des problèmes de qualité. Il ne faut pas oublier non plus la nature dans tout cela. Les arbres, les rivières, nos écosystèmes ont aussi besoin d'eau. »

Ecrit par le 23 mai 2026



Crédit : Geaude

Les solutions sont les mêmes partout ?

« Les besoins et les contraintes ne sont pas les mêmes dans le Sud que dans le Nord de la France. Par exemple, à l'échelle européenne et nationale, il y a une volonté de passer à une irrigation sous pression. C'est plutôt une bonne chose car ce type d'irrigation permet d'utiliser moins d'eau qu'une irrigation gravitaire où l'on inonde un champ grâce à des canaux qui y transportent l'eau. Pourtant, suivre strictement ces directives en Vaucluse serait une erreur car, en été, et c'est un paradoxe, l'irrigation gravitaire dans les zones cultivées de la plaine d'Avignon remonte le niveau de l'aquifère alors qu'il devrait plutôt baisser durant cette période où ce territoire accueille encore plus de monde. En plus de cela, les canaux d'irrigation servent à l'évacuation des eaux, notamment lors des fortes pluies. Et puis, ces aménagements historiques, comme le canal Saint-Julien par exemple, ont une histoire exceptionnelle et ont permis de récolter un nombre incroyable d'observations et de données. Si on abandonne les canaux d'irrigation on verra rapidement les dégâts dans quelques années. L'irrigation gravitaire doit donc être adaptée à notre territoire qui n'est pas homogène partout. On peut donc l'arrêter en partie mais il faut le faire de la façon la plus intelligente possible selon les particularités (caractéristiques, fréquence...) des différentes zones puisqu'au sein même du Vaucluse, les besoins et les contextes ne sont pas les mêmes entre le nord-est, l'est et l'ouest du département, le sommet du mont-Ventoux, le plateau d'Albion ou les villages du sud du Luberon. Il faut adapter nos besoins aux contextes. »

Il nous faut donc repenser notre manière d'aménager nos territoires ?

« Les architectes et les urbanistes ont effectivement aussi un rôle à jouer en imaginant d'autres façons de gérer l'eau dans les bâtiments et les aménagements urbains. On a vu récemment à Valence les conséquences de très importantes chutes de pluie. Des phénomènes qui vont être amenés à se répéter de plus en plus à l'avenir. Il faut concevoir des capacités de tampon, de stockage, de ralentissement et d'écrêtage. Ce qui est arrivé en Espagne, les hydrologues l'avaient prévu. Et, malgré cela, on a donné le droit de construire à des endroits où il ne fallait pas construire. On parle des catastrophes naturelles mais, en fait, c'est une inondation. Un phénomène certes accentué par les changements climatiques mais

Ecrit par le 23 mai 2026

cela reste une inondation. Et une inondation, cela arrive tout le temps. Si on décide de construire dans une zone inondable, il faut être conscient qu'un jour ou l'autre, peut-être pas notre génération, mais la génération prochaine va se retrouver noyée. »

« Ce que nous faisons à Avignon a des conséquences à Marseille. »

Que faut-il faire à l'avenir, n'est-ce pas trop tard ?

« Tout ce que nous faisons, nous aurions dû le faire il y a 30-40 ans mais il n'est jamais trop tard pour commencer. Nous devons penser aux besoins humains mais aussi à la préservation de nos écosystèmes. Il faut aussi prendre en compte les conflits d'usage entre les habitants, le sur-tourisme, les activités de loisirs, la production d'énergie, l'économie, l'agriculture... Le tout en prenant conscience de la complexité des interconnexions entre les systèmes hydrologiques. Beaucoup de choses dépendent de ce que nous faisons en amont. Ce que nous faisons à Avignon a des conséquences à Marseille. Ce que nous faisons dans la montagne de Lure a un impact à l'ouest de Vaucluse. »

Cette gestion de l'eau nécessite une réflexion à quelle échelle ?

« Nous avons fait beaucoup d'erreurs car nous sommes des êtres humains avec des faiblesses. Nous aimons la facilité, aller plus vite, avoir une abondance et du confort. Mais, au final, une goutte d'eau n'a pas de frontières. Elle traverse tout. Toute l'eau continentale, qu'elle soit polluée ou non, 'jeune' ou 'vieille', arrive in fine dans la mer. La gestion de l'eau nécessite une réflexion à plusieurs échelles. Locale d'abord pour une gestion des ressources en eau des communes, l'optimisation des usages et des réseaux de distribution (domestiques, agricoles et industriels) ; régionale ensuite pour la coordination entre territoires et une gestion équilibrée des aquifères et des rivières partagées ; nationale après pour l'élaboration de politiques publiques, la réglementation des usages, etc. ; et internationale enfin pour la coopération sur les ressources partagées, notamment pour les fleuves et les bassins transfrontaliers et les plans d'adaptation au changement climatique. L'échelle pertinente dépend du contexte, chaque niveau est crucial mais une approche multi-échelles est essentielle pour une gestion durable et efficace de l'eau. Les gens ne se rendent pas compte à quel point tous les milieux sont liés entre eux. J'insiste : ce que nous faisons en amont peut détériorer ou même détruire un autre écosystème en aval. Il ne faut donc pas oublier que, quoi que l'on fasse en surface, on va le retrouver, dans les sous-sols. Cela peut prendre quelques années, mais on va le retrouver. »

Reprise de l'entretien publié également dans l'édition 2025 du 'Vaucluse en chiffres'

Ecrit par le 23 mai 2026



Fontaine-de-Vaucluse : un site géologique exceptionnel

La Fontaine de Vaucluse figure parmi les 200 sites exceptionnels géologiques du monde. Cette décision a été officiellement prise par l'Union internationale des sciences géologiques (IUGS) lors de son 37e congrès qui s'est tenu en Corée-du-Sud le 27 août dernier. En France, 5 autres sites géologiques patrimoniaux ont été aussi sélectionnés : les volcans holocènes du Puy-de-Dôme, la dalle aux ammonites à Digne-les-Bains, la Mer de glace dans le massif du mont Blanc, la série ophiolitique de l'île de La Désirade dans les Caraïbes et la Montagne Pelée à la Martinique.

Crédit : Hocquel A. VPA

Grand Avignon, 'Faites echo' choie

Écrit par le 23 mai 2026

l'environnement les 15, 16 et 17 mai



La 3^e édition de la grande fête de l'environnement 'Faites écho', initiée par le [Grand Avignon](#), aura lieu les jeudi 15, vendredi 16 et samedi 17 juin, au centre de loisirs de la Barthelasse, allée Antoine Pinay. Une invitation lancée aux habitants pour identifier les enjeux et solutions pratiques en s'exerçant à des activités créatives et ludiques. Plus de 3 500 visiteurs sont attendus.

L'alimentation durable, les ressources du territoire en eau, la biodiversité et les énergies renouvelables seront au cœur de ces trois jours de rencontres en lien avec des associations, entreprises, collectivités et artistes présents sur des stands, lors d'ateliers et de conférences.

Ecrit par le 23 mai 2026

Les nouveautés

Les nouveautés de cette 3^e édition : Un village textile pour tout savoir sur le ré-emploi, la réparation et le recyclage des textiles ; le Village mobilité : tout savoir sur les déplacements durables dans le Grand Avignon et le Village des risques pour prévenir et échanger sur les risques majeurs du territoire : inondations, risques sismiques, incendies...

Écrit par le 23 mai 2026



Deux peintures-stars

Il sera question de découvertes au gré d'un parcours informatif, récréatif et associatif avec, notamment

Ecrit par le 23 mai 2026

deux personnalités ultra connues et reconnues comme le youtubeur et désormais expérimentateur d'une forêt comestible qu'il est en train de planter, [Nicolas Meyrieux](#), humoriste, vidéaste et militant et le très sérieux et accessible [François Gemenne](#), co-auteur du 6^e rapport du GIEC (Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et conférencier.

Quand les rencontrer ?

Nicolas Meyrieux donnera son spectacle : 'On ne sait pas !' **jeudi 15 mai de 17h à 20h**. L'humoriste et vidéaste militant engagé en écologie et agriculture est connu pour son ton décalé, son humour acéré, son talent à aborder des sujets de société complexes restitués avec pédagogie et légèreté, permettant de sensibiliser son public aux enjeux environnementaux. **François Gemenne**, co-auteur du 6^e rapport du Giec, spécialiste des questions de migration environnementales et climatiques interviendra en une conférence intelligente et intelligible en partenariat avec le magazine [Sans transition !](#) **Samedi 17 mai à 13h30**. Son intervention sera suivie d'une table ronde sur l'éco-anxiété.

Plus de 50 animations

Plus de 50 animations seront proposées aux petits comme aux grands comme des démonstrations, des balades pédestres, en vélo et même en canoé, des jeux, des contes, des ateliers cuisine, couture, de spectacles, des animations musicales, des courses d'orientation, des expositions... En 2024, 3 500 visiteurs avaient été séduits par ce rendez-vous dont 1 500 scolaires.

Ecrit par le 23 mai 2026



Copyright Delestrade studio

2 874 élèves attendus

Cette année, près de 2 874 élèves -issus de classes primaires du Grand Avignon et des lycées d'Avignon- seront accompagnés de 300 encadrants. Ils se familiariseront à la biodiversité, à l'énergie, à l'eau, au climat, à la mobilité et à l'enjeu de la consommation du textile. Grands et petits élèves découvriront également, via des expositions, le monde de la biodiversité, les fonds marins, les Sorgues et les chauves-souris. Au programme également, des quizz géants et interactifs, l'observation de l'écopâturage avec des chèvres et des brebis, du sport, de la grimpe, des jeux de tri sur les déchets, un escape game sur la thématique des arbres, un spectacle...

Les autres temps forts

La gratifieria

La gratifieria textile -qui veut dire marché gratuit- propose d'apporter -ou non- des vêtements et de repartir avec ce qui nous plaît, sans troc ni monnaie. Pas d'argent en jeu mais un geste écolo et un esprit communautaire retrouvé. Durant toute la durée de Faites écho.

A quoi rêve-t-on ?

A quoi rêve-t-on où comment l'art et la culture nous aident à imaginer de nouveaux récits. Il s'agit là

Ecrit par le 23 mai 2026

d'imaginer collectivement le futur à travers la culture et l'engagement en tant qu'acteur de ce changement à travers des témoignages d'acteurs locaux, des projections d'interviews d'artistes engagés, de courts métrages et de spectacles vivants mettant en lumière de nouveaux récits et visions de l'avenir.
Vendredi 16 mai à partir de 17h.



Copyright Delestrade Studio

Samedi 17 mai

A 11h et 14h30 challenges de draisiennes avec l'[Espélido](#) -Centre social et culturel de Montfavet-. **De 11h à 12h** Café débat sur 'La biodiversité en ville à vous de jouer' proposé par l'[Aurav](#) -Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse- de la mise en œuvre de la sobriété foncière à l'échelle du grand territoire en passant par l'aménagement des espaces publics jusqu'à la conception et l'entretien de son jardin. **De 12h à 13h** Café débat proposé par l'[Arbe Région Sud](#) -Agence régionale de la biodiversité et de l'environnement- : Savoir concilier aménagement, biodiversité et urbanisme tout en s'adaptant au changement climatique. **A 12h15 et 15h30**, défilé de mode entre réemploi et recyclage. **16h45** Conférence sur la gestion des cours d'eau et de la vie aquatique avec le dispositif [Gemapi](#) et l'[Inrae](#) l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. **17h** Spectacle '[Pestos, pirate des campagnes](#)' par la Compagnie Pécable. Pestos le pirate des campagnes dépouille, arnaque, et vole sans scrupules toutes les personnes qu'il rencontre. Une seule d'entre-elle ose l'affronter : Miss Ecolo aidée de son acolyte Coxinette. Ensemble elles veulent lui faire cesser ses

Ecrit par le 23 mai 2026

arnaques et récupérer le parchemin qu'il leur a dérobé. Elles croiseront Marga l'abeille, Camille la chenille et demanderont même de l'aide à l'esprit des insectes.' **De 19h à 22h30**, ambiance musicale pour clôturer la fête avec les élèves musiciens du [Conservatoire à rayonnement régional du Grand Avignon](#) et le concert du groupe [Ninetiz](#).

Objectif zéro déchet pour la culture en 2026



À Avignon, le forum départemental 'Zéro déchet culturel' a réuni 80 participants pour réfléchir aux moyens de réduire les déchets dans le secteur culturel. Ce rassemblement, dédié aux professionnels et se déroulant dans chaque département, est organisé par l'Arsud sur demande de la Drac et de la Région.

C'est une action commune entre l'État, la Région et les professionnels de la culture qui vise à créer une

Écrit par le 23 mai 2026

feuille de route en 2026. L'initiative remonte à 2023, lors d'une concertation collective pour établir un pacte de transition écologique.

« Le déchet était particulièrement problématique, car les acteurs culturels ne pouvaient pas avancer tout seuls, si les pouvoirs publics n'aidaient pas au changement d'échelle et à la structuration » explique [Jérémy Choukroun](#), en charge de la transition écologique au sein de la [Drac Paca](#). L'enjeu est effectivement de taille. « Il nous fallait plus de matière, savoir dans le détail ce qui se faisait à petite échelle ».

Pour élaborer cette feuille de route dont les bases sont déjà établies par la Drac, l'agence régionale culturelle [Arsud](#) organise [plusieurs forums](#). C'est aussi là une occasion de faire se rencontrer les participants tous domaines culturels confondus, dont la diversité et l'expérience individuelle encouragent les nouvelles idées et les prises d'initiative post-forum. « Il y a une bonne mobilisation des acteurs, or, ce n'est pas un sujet qui est évident au départ » souligne Jérémy Choukroun.

« Nous avons notre objectif : c'est zéro déchet dans la culture. Et maintenant la question est : que met-on en place pour y parvenir ? »

Jérémy Choukroun, chargé de la transition écologique au sein de la Drac Paca

Entre l'analyse cartographique du territoire et la restitution des projets en plénière, des participants, pour beaucoup inconnus entre eux, se sont investis dans des ateliers thématiques. « Lorsqu'on est un grand groupe comme ça, les choses se disent assez vite » remarque le chargé de la transition écologique. Du brainstorming à la synthèse finale, en passant par tous les échanges, ces temps de réflexion ont abouti sur l'identification de besoins et les actions qui pourraient y répondre. « Nous avons notre objectif : c'est zéro déchet dans la culture. Et maintenant la question est : que met-on en place pour y parvenir ? » demande Jérémy Choukroun à l'assemblée.

3 ateliers thématiques pour réfléchir à demain

Pour cela, l'Arsud a conçu trois groupes de travail. L'un portait sur "la mutualisation et le réemploi" où les participants ont identifié trois besoins prioritaires : l'inventaire (des acteurs, des structures, du matériel, des prestataires...), le stockage et la mutualisation du matériel, et enfin le contrat de confiance (convention entre partenaires pour le prêt/location au-delà d'un réseau restreint et connu).

De là, plusieurs enjeux entraient en compte : les moyens humains, le financement, la mise à disposition d'espaces, mais aussi la temporalité. « Cela prend du temps de chercher des biens d'occasion, des possibilités de mutualisation, d'organiser et gérer la logistique » argumente le groupe concerné.

Du côté de l'atelier 'éco-conception des projets culturels', là aussi il y a des demandes spécifiques : « partager les informations et les connaissances » et « changer les mentalités ». De ce fait, les participants se sont penchés sur une méthodologie de travail favorisée par une politique publique incitative, la coopération professionnelle et le développement juridique.

Ecrit par le 23 mai 2026



Crédit : Amy Rouméjon Cros

« La formation des acteurs de la chaîne de production et de tous les projets sur les enjeux d'éco-conception » ouvrirait une voie de sortie pour le soutien des structures et la prise de conscience individuelle.

Aussi, les participants envisageaient la pertinence d'un label éco-projet pour inciter et reconnaître les actions des structures engagées dans la transition écologique. Car avec ce label, « elles pourraient demander un agent d'expertise pour les accompagner dans le processus avec les finances ».

Le groupe de travail, dans le cadre de cette thématique préconise « un état des lieux réel de la gestion des déchets dans la structure pour sensibiliser et améliorer les pratiques » et envisage de « repenser les temps, les étapes et les contenus du cadre d'un projet, avec la diffusion d'une méthode de travail sur une éco-conception ».

Enfin, l'atelier 'accompagnement' avait vocation à aider les professionnels du secteur culturel, dans une démarche d'économie circulaire et zéro déchet à l'échelle des structures. Ont ainsi émergé prioritairement les besoins suivants : la mise en réseau pour échanger des bonnes pratiques et avoir un modèle de gestion des déchets, la feuille de route phasée pour anticiper un certain nombre de questions et avoir une ligne budgétaire dédiée à la mise en œuvre des différentes pratiques, et nommer une personne ressource pouvant répondre à des questions précises.

Ainsi, cela se traduirait par 3 actions définies. D'abord créer un outil numérique pour échanger les expériences et animé par le référent Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) de chaque structure. Ensuite diagnostiquer chaque structure, de façon différenciée selon les thématiques afin d'identifier les points faibles à améliorer, dont un objectif annuel serait à atteindre. Et pour terminer, la création d'un poste pour un agent aux connaissances techniques pouvant conseiller sur le choix et l'usage des matériaux responsables.

Ecrit par le 23 mai 2026

« Dès 2026, nous rentrerons dans du concret, avec les moyens trouvés et dégagés. Ce sont des actions complexes, mais l'avantage c'est qu'il y en a peu. »



Crédit : Amy Rouméjon Cros

Un pari concluant

“En tant qu'acteurs culturels, vous êtes co-constructeurs de l'action publique culturelle du territoire. Nous mettons en œuvre les décisions politiques qui ont été mûries par nos élus, à l'aune des exemples que vous leur donnez” déclare aux participants [Ronan Allaire](#), directeur de l'action culturelle du Grand Avignon. Un appel à agir ensemble au-delà des frontières sectorielles ainsi que des réseaux, pour une vision plus large et engagée de la gestion des déchets.

En somme, ce forum était « un pari concluant », selon les dires de Jérémie Choukroun. D'abord pour avoir mobilisé des acteurs culturels autour d'un enjeu qui n'est pas artistique. Puis, pour avoir associé des travailleurs du livre, du théâtre, du cinéma, du patrimoine aux acteurs des déchets, de l'économie sociale et circulaire, car “tous ne se rencontrent pas habituellement”. Une ‘matière’ qui sera modelée par le bureau d'études qui complètera ainsi sa feuille de route, prévue pour la fin de l'année.

« Dès 2026, nous rentrerons dans du concret, avec les moyens trouvés et dégagés. Ce sont des actions complexes, mais l'avantage c'est qu'il y en a peu. Avec l'éco-conception, la mutualisation, le réemploi et l'accompagnement, nous pouvons facilement trouver les bons leviers et apporter des réponses » conclut le chargé de la transition écologique de la Drac Paca.

Amy Rouméjon Cros

Écrit par le 23 mai 2026

Les chiffres clés 2024 de l'enquête réalisée par Arsud en partenariat avec le groupe de travail régional Zéro déchet culturel initié par la Drac et la Région

13% des structures sont fortement engagées dans la circularisation des ressources en ayant mis en place des pratiques éco-responsables : acquisition responsable des ressources (produits et fournisseurs), mesure et réduction des déchets, appartenance à un réseau et recours à la mutualisation.

69% des structures ont recours à la mutualisation d'équipements : mobilier, éléments de structure, matériel scénique et d'exposition, outillage et espaces de travail. Entre structures similaires, entre structures d'un même territoire ou d'un lieu commun.

81% des structures ont des pratiques d'acquisition de ressources éco-responsables : location de matériel, achat de seconde main (ressourcerie/recyclerie), don/prêt/mutualisation avec d'autres structures, réemploi du matériel existant, achat de produits éco-conçus/locaux et bio, investissement en lumière LED et panneaux solaires 47% des structures estiment qu'une partie des déchets générés est encore potentiellement utilisable, et 38 % ont pu fournir une estimation de volume ou de poids de ces déchets.

83% des structures ont mis en place des actions pour réduire la quantité de déchets : éco-conception, recyclage, réemploi, don, mise en location ou prêt, revente.

51% des structures ont un espace de stockage, 19 % en dehors de leurs locaux : conteneur, box, lieu prêté, espace partagé, avec mise en place d'une logistique, du personnel, et recours à des services.

36% des structures sont partie prenante d'un réseau ou d'une structure œuvrant pour la circularisation des ressources, 83 % sont intéressées pour participer à l'amélioration de la circularisation.

75% des structures ont partagé des idées de leviers concrets : espaces physiques, plateformes numériques, réglementation...